

**Rapport de la Commission chargée d'étudier le préavis 13 « Harmonisation des registres » Demande de crédit de fonctionnement de 95'000.- TTC**

---

Nyon, le 21 septembre 2011

Au Conseil communal de Nyon

Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

La Commission, composée de Mesdames Denise Fonjallaz (remplacante de Mme Margaux Carron), Danièle Schwerzmann, Messieurs Victor Allamand, Fabien Bourqui, Damien Oeggerli et Gregory Durand (président et rapporteur), s'est réunie le 7 septembre 2011 afin de traiter le préavis n°13. M. Antoine Dumas était excusé et M. Théo Avanthay absent.

La Commission a entendu Monsieur le Municipal Claude Uldry et Madame Yvonne Winteler, cheffe de service « Informatique et Population », et les remercie pour avoir répondu aux nombreuses questions sur le préavis.

La Municipalité explique que deux nouvelles lois (loi fédérale sur l'harmonisation des registres et la loi cantonale d'application pour le canton de Vaud) imposent de nouvelles données et une harmonisation des registres.

*« Concrètement ces nouvelles lois imposent au Contrôle des habitants de la Ville de Nyon de gérer des attributs supplémentaires dans leur base de données : le nouveau numéro AVS, le numéro du bâtiment (nommé « EGID ») et le numéro de logement (nommé « EWID ») où réside chaque habitant <sup>1</sup> ».*

La première étape en introduisant le numéro nouveau AVS a été faite en utilisant des ressources internes. Toutefois, pour ces nouvelles informations, la Municipalité propose donc d'utiliser des ressources externes.

Pour faire ce travail, deux options étaient possibles : soit de donner le mandat à la Poste pour un coût de 130'000.-, soit d'engager un ou plusieurs opérateurs de saisie avec un mandat limité pour un coût de 95'000.-. Ces derniers pourraient bénéficier des données des Services industriels. La Municipalité a donc opté pour la version avec des opérateurs de saisie.

Remarques/questions des Commissaires :

*Pourquoi ne pas utiliser le personnel du contrôle des habitants pour ce travail ?* L'office du contrôle des habitants n'a pas les ressources nécessaires pour effectuer ce travail.

---

<sup>1</sup> Page 2, Préavis n°13

*Quelle est l'offre de la Poste ?* C'est une offre qui a été faite à toutes les communes. Le montant articulé est calculé sur la commune de Pully. De plus, il y a un risque d'erreurs et à cela doit donc s'ajouter un travail de vérification après le travail de la Poste.

*Sommes-nous obligés de faire de la saisie ?* Oui, on ne peut pas faire de croisements de données.

*Quel est le but de la Confédération ?* Hormis la question du recensement, il y a une volonté d'établir des statistiques, comme la question du type de chauffage utilisé et la consommation énergétique.

*Quel profil pour ce mandat ?* Un contrat à durée déterminée sera proposé. Pour l'instant, le service n'a pas encore statué s'il fallait engager une ou deux personnes. Un des deux pourrait être le chef de projet. Mais ce processus sera très certainement établi en fonction du futur préposé. Il faudra de toute façon une ou des personnes très consciencieuse/s. Des discussions ont également lieu quant au salaire proposé pour ce travail (le chiffre de 4'500.- par mois est articulé). Il n'est pas exclu de s'orienter vers un/e étudiant/e issu/e de l'IDHEAP ou d'une HES qui est à la recherche d'un stage. La commission est satisfaite de la position de la Municipalité qui privilégie une rétribution décente et le probable engagement de jeunes.

*Quid des mises à jour ?* Ce travail devra être intégré par le contrôle des habitants. Il se fera à mesure de l'évolution des données sans engagement supplémentaire.

*Qu'en est-il de la protection des données ?* Il est assuré que « *toutes les mesures seront prises pour que les informations collectées soient traitées avec discrétion<sup>2</sup>* ».

## **CONCLUSIONS**

Les lois nous imposent d'aller de l'avant en introduisant ces nouvelles données. La commission est satisfaite de savoir que le travail pourrait être effectué par des jeunes en recherche de stage et que la ville offrira une rétribution décente. De plus, cette tâche se fera dans le respect des protections des données.

Au vu de ce qui précède, la commission unanime vous demande, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, de prendre la décision suivante :

### **Le Conseil communal de Nyon**

**vu** le préavis N° 13 « Harmonisation des registres. Demande d'un crédit de fonctionnement de CHF 95'000.- TTC »,

**ouï** le rapport de la commission chargée de l'étude de cet objet,

**attendu** que ledit objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour,

#### **décide :**

1. d'accorder à la Municipalité un crédit de fonctionnement de CHF 95'000.- TTC pour réaliser les travaux nécessaires pour l'harmonisation des registres

2. d'ajouter cette dépense de CHF 95'000.- sur les comptes 620.3112 et suivants du budget 2012.

#### La Commission :

Durand Gregory, président et rapporteur, Fonjallaz Denise, Schwerzamn Danièle, Allamand Victor, Avanthay Théo, Bourqui Fabien, Dumas Antoine, Oeggerli Damien.